

Déclaration conjointe de MM. Nicolas Sarkozy, Président de la République, et David Cameron, Premier ministre du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, et Mme Angela Merkel, Chancelière de la République fédérale d'Allemagne, sur la situation en Syrie, le 18 août 2011.

Les autorités syriennes ont ignoré les appels pressants lancés au cours des derniers jours par le Conseil de sécurité, par de nombreux Etats de la région, le Conseil de coopération des Etats du Golfe et par les Secrétaires généraux de la Ligue des Etats arabes et de l'Organisation de la coopération islamique. Elles poursuivent la répression cruelle et violente de leur peuple, refusent obstinément de répondre à ses aspirations légitimes et continuent de le tromper, et avec lui la communauté internationale, avec des promesses vides.

L'Allemagne, la France et le Royaume-Uni réitèrent dans les termes les plus fermes leur condamnation de cette répression sanglante contre des manifestants pacifiques et courageux et des violations massives des droits de l'homme auxquelles le Président Assad et les autorités syriennes se livrent depuis des mois. Nous soutenons activement de nouvelles sanctions européennes fermes contre le régime du Président Assad.

Nous exhortons le régime syrien à mettre fin immédiatement à toute violence, à libérer les prisonniers de conscience et à permettre aux Nations Unies de conduire sans entrave une mission d'évaluation de la situation.

Nos trois pays estiment que le Président Assad, qui a recours à la force militaire brutale contre son propre peuple et qui porte la responsabilité de la situation, a perdu toute légitimité et ne peut plus prétendre diriger le pays. Nous l'appelons à tirer les conséquences du rejet total de son régime par le peuple syrien et à quitter le pouvoir, dans l'intérêt supérieur de la Syrie et de l'unité de son peuple.

La violence en Syrie doit cesser maintenant. A l'instar d'autres peuples arabes au cours des derniers mois, les Syriens exigent que leurs droits à la liberté, à la dignité et leur droit de choisir librement leurs dirigeants soient reconnus. Nous continuerons de travailler avec le peuple syrien, les pays de la région et nos partenaires de la communauté internationale, avec un rôle central pour les Nations Unies, pour soutenir ses exigences et réaliser une transition pacifique et démocratique.